



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La modernisation de l'agriculture espagnole et le développement rural

Miren Etxezarreta

Abstract

Since the sixties, Spanish agriculture has made a very important effort to modernise. That modernisation develops a contradiction between the requirements of an efficient agriculture -required for the competitiveness within the EEC- and those of rural development. That contradiction is going to continue and increase in the foreseeable future. Agriculture alone cannot any longer be the base of rural development.

Rural development becomes a matter for conscientious social choice. New investigations on subjects such as pluriactivity, tourism, new systems of diffused industrialisation and even direct social support will be necessary. Is rural development desired, by whom, who is going to pay for it, become important issues that require debate ?

Citer ce document / Cite this document :

Etxezarreta Miren. La modernisation de l'agriculture espagnole et le développement rural. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 44-45;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4184>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4184

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ESPAGNOLE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Miren ETXEZARRETA*

RURAL DEVELOPMENT AND FARM MODERNISATION IN SPAIN

Summary :

Since the sixties, Spanish agriculture has made a very important effort to modernise. That modernisation develops a contradiction between the requirements of an efficient agriculture -required for the competitiveness within the EEC- and those of rural development. That contradiction is going to continue and increase in the foreseeable future. Agriculture alone cannot any longer be the base of rural development.

Rural development becomes a matter for consciencious social choice. New investigations on subjects such as pluriactivity, tourism, new systems of diffused industrialisation and even direct social support will be necessary. Is rural development desired, by whom, who is going to pay for it, become important issues that require debate ?

Globalement, la modernisation de l'agriculture espagnole correspond à une chronologie spécifique par rapport aux pays européens plus développés. On peut considérer deux étapes :

1. La transformation de l'agriculture espagnole dans un cadre de croissance

Dans les années cinquante, l'Espagne est encore un pays agricole avec une agriculture traditionnelle. A partir de 1959, commence dans le pays une période d'industrialisation qui conduira à une croissance très rapide, à l'urbanisation et à un vaste mouvement d'émigration des régions agricoles. La décennie des années soixante représente « le miracle espagnol » avec un très grand pas en avant dans l'industrialisation et l'urbanisation du pays.

Ce processus a eu un très important impact sur l'agriculture et le milieu rural espagnols :

— changement dans la composition de la demande pour les produits de l'agriculture due à l'urbanisation et à l'augmentation des revenus ;

— absorption par l'industrie de la main-d'œuvre excédentaire. Un million de travailleurs quitte l'agriculture entre 1964 et 1974 sur un total de quatre millions ;

— articulation de l'agriculture avec les industries d'amont très souvent étrangères. La technologie vient surtout des industries d'amont et de firmes étrangères. Ceci est particulièrement important pour les machines et surtout pour les productions animales qui commencent à être organisées selon un modèle américain, particulièrement

pour la viande de porc et la volaille. C'est le début de l'internationalisation de l'agriculture espagnole, qui se poursuit avec l'utilisation croissante de produits de base importés (maïs et soja). L'agriculture se transforme sous l'effet de forces qui la dépassent et auxquelles elle est subordonnée.

La productivité par travailleur augmente de 76 % en dix ans et la production de 45 %.

La commercialisation, la transformation et la distribution des produits agricoles sont encore majoritairement espagnoles, à l'exception de quelques grands groupes : Nestlé, Suchard etc. Les exportations traditionnelles (huile d'olive, agrumes, légumes en conserve) sont faites par des entreprises à capital national.

Le rôle du secteur public en faveur de l'agriculture est réduit car une priorité totale est donnée à l'industrialisation. Il en résulte un manque d'aides, tandis que l'industrie absorbe les ressources humaines venues du secteur agricole et que l'Etat pratique des importations de choc pour des raisons anti-inflationnistes.

Les plus petites exploitations disparaissent souvent par émigration de leurs membres. La grande agriculture se modernise fortement ; les exploitations moyennes commencent aussi un très important processus de modernisation.

La structure sociale du milieu rural se transforme : disparition des plus jeunes, vieillissement de la population, détérioration de la vie sociale des villages.

Au total, on observe : une modernisation de l'agriculture très rapide, la montée de l'agro-industrie, l'influence des produits, des technologies et des capitaux étrangers,

* Economiste, Université autonome de Barcelone.

un manque d'appui public, mais aussi un retard encore important de la productivité par rapport aux autres agricultures d'Europe occidentale.

2. L'intégration européenne de l'agriculture espagnole dans un cadre de crise

Le même processus se poursuit et s'intensifie pendant les années soixante-dix, mais dans un contexte marqué par :

- La crise économique et la crise agricole qui se traduisent par :

- le manque de débouchés pour la main-d'œuvre excédentaire,

- l'augmentation des taux d'intérêt et des prix des inputs pour l'agriculture,

- l'augmentation des importations agricoles,

- la saturation et l'instabilité des marchés mondiaux agricoles et l'affaiblissement de la demande.

Tout ceci conduit à la détérioration des revenus agricoles dès 1978 et à la rationalisation des entreprises agricoles provoquant plus de chômage dans quelques régions (Andalucia, Extramadura).

- La préparation de l'adhésion à la CEE. Avant l'adhésion, on considérait que l'agriculture espagnole -avec des prix au-dessous des prix CEE- aurait des avantages comparatifs importants, surtout pour les produits méditerranéens. L'Etat favorisa une agriculture très agressive et devient très actif pour encourager la modernisation et l'augmentation de la productivité -considérées comme essentielles pour l'intégration- dans le cadre d'une augmentation de la production. On mettait ainsi son espoir dans l'aide des politiques structurelles. Mais les négociations pour l'adhésion ne furent pas favorables. L'agriculture espagnole est contrainte de se faire une nouvelle place dans des marchés à forts excédents agricoles.

La transformation et la distribution des produits alimentaires, s'appuyant maintenant sur une demande dynamique, deviennent un domaine d'investissement privilégié qui attire les capitaux étrangers. Elles approvisionnent surtout les marchés internes, les exportations sont faibles, les importations augmentent fortement.

Les progrès de la productivité sont considérables entre 1977 et 1987, l'endettement reste faible mais rapidement croissant. Néanmoins les revenus agricoles des familles se détériorent. La protection sociale se développe, les transferts sociaux s'élèvent très considérablement (de 26,7 % du revenu agricole en 1977 à 44,0 % en 1987).

L'agriculture espagnole a fait pendant dix ans un très grand effort de modernisation et d'investissement pour

devenir compétitive et, quand elle est arrivée « à destination », il se trouve qu'il n'y a plus de place pour elle. Quand elle rejoint la CEE, la politique agricole commune est restrictive : limitation des productions et diminution des prix. Les perspectives ne sont pas brillantes, alors qu'en même temps les débouchés extérieurs pour la main-d'œuvre excédentaire ne sont pas faciles.

La différenciation parmi les agriculteurs augmente. La dualité entre une agriculture « productive » et une agriculture « sociale » se renforce. La tendance à l'abandon du milieu rural est réelle, malgré le retour de quelques migrants dû au chômage. La tendance à la désertification, aux déséquilibres inter et intra-régionaux, à la paupérisation d'une partie du monde rural apparaît comme l'un des résultats lourds pour l'avenir.

3. Quelle politique spatio-rurale ? Le développement agricole et le développement rural

Le développement agricole ne peut plus assurer le développement rural. La vie rurale n'a plus de fondement directement productif.

Le développement rural apparaît aujourd'hui comme une option sociale pour des raisons non directement productives. Cette situation rend nécessaire une redéfinition des objectifs sociaux : équilibres régionaux, environnementalistes, loisirs... Il est nécessaire d'examiner les différentes formes possibles de développement rural. Le processus de développement n'est pas le résultat automatique des forces en présence. Au contraire.

Au niveau local, il est nécessaire d'analyser les relations entre l'agriculture et les autres activités, d'imaginer des liens nouveaux, de connaître les conditions dans lesquelles ces liens intersectoriels peuvent se développer.

L'industrie, à la recherche de compétitivité surtout dans la période de crise, s'est développée sans aucun souci d'équilibre géographique ou spatial de la part de l'Etat.

Les expériences d'auto-développement ou de développement endogène, sont très localisées et limitées. Elles justifient des discours rassurants, mais il ne semble pas y avoir beaucoup de possibilités dans cette voie.

Les efforts de solidarité européenne qu'exprime la nouvelle politique des structures, malgré leur importance, ne sont pas à la mesure du problème.

Au total, le développement rural ne sera pas produit par la dynamique économique du marché, il est une option sociale. Si les perspectives de développement rural sont médiocres, il est urgent d'en débattre. Cette situation justifie qu'on se pose la question : faut-il un développement rural ? pour qui ? payé par qui ? comment faire pour le réussir ?